

LA PRESSE EN REVUE...



JEUDI 8 MAI 2014

SOMMAIRE

- 1) Rien à voir...
- 2) Le pire à venir pour...
- 3) A contresens !
- 4) Alstom et la sécurité nationale
- 5) Double discours du FN



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Team Valls : circulez y'a rien a voir



marisole_tourraine_bourdin

<http://www.bfmtv.com/video/bfmtv/bourdin-direct/bourdin-direct-marisol-tourraine-30-04-194003/>

Marisole Touraine, ministre des choses sociales et de la santé l'a osé ce matin sur BFM/RMC chez Bourdin. « les français n'ont pas a savoir (comment sont calculées les petites retraites). C'est l'arrière cuisine »

A la 5e minute. Questionnée par Bourdin au sujet des petites retraites , sujet d'actualité et sans doute très présent au standard de la radio .. La ministre répond un peu agacée.

” c'est difficile c'est compliqué; et au fond les français n'ont pas tellement besoin de savoir (comment sont calculées les petites retraites). C'est l'arrière cuisine (..) pour les français ce n'est pas ça qui va être important “

Oui donc l'arrière cuisine n'est pas à ne pas connaître, par ce que finalement savoir avec combien d'agent on va vivre, c'est pas essentiel. Ce n'est pas essentiel, comme savoir que Marisol Touraine appartenait au “Club avenir de la santé” jusqu'en 2009. Un lobby du médicament, un truc Financé par GSK: un gros labo, un industriel du médicament.

Donc y'a rien à regarder, quand ça vous concerne.
Prendre les gens pour des cons. Nous y voilà.

Grande est ma déception : Face à une bande de crapules sarkozyste, on a mis au pouvoir une bande de nuls qui nous disent maintenant “c'est trop compliqué, les français n'ont pas besoin de savoir” . Alors que justement, tout le sujet est là : les citoyens veulent savoir, connaître l'usage de l'argent public et sont contre toute les ruptures d'égalité devant la loi. La ministre se livre donc là un exercice digne de Sarkozy en son temps.

Le même matin, le député Le Guen sur iTele dénonçant les 41 députés frondeurs du PS: “c'est souvent ceux d'ailleurs qui sont présents sur vos écrans” . Il va bientôt demander à ce que seuls les fans de Valls puisse s'exprimer, d'autres les qualifiants de Djihadistes . Un moment d'une violence politique inouïe, ces 41 là n'ont fait que s'abstenir. Les voici désignés par un expert du droit, comme des terroristes.

Il faut dire que pour eux le moment est important, en effet leur sublime “pacte de responsabilité est un acte très important, un acte fondateur pour l'action de ce gouvernement” (Le Guen).

L'événement fondateur, je croyais que c'était plutôt en 2012. On nous a donc bien menti, roulés dans la farine.

Et l'acte fondateur, ne serait-ce pas l'abstention des UDI qui voulaient voter OUI ? Je le dit à mes amis de la Vrauche : l'envie de fusion, de majorité de centre-centre-droit avec les UDI est prégnante dans l'esprit de certains socialistes (militants, électeurs, sympathisants), c'est cette fameuse ligne Terra-Nova, ce ciblage des CSP+... le risque d'un objet central social-libéral avec des oppositions de gauche et de droite rejetée via des éléments de langage tout près : “populistes“, “extrémistes” , “réformes” . Il suffira de quelques pression externe venant de Bruxelles pour forcer la chose et conduire au grand vide politique.

Tout est déjà dans les mots employés par les ministres dont le premier. Valls l'a dit, attention c'est fort : “Les allègements ne doivent pas servir aux dividendes ni aux rémunérations“. On peut se demander où est donc passé l'observatoire des contreparties, déjà pas trop efficace (un observatoire ne régule pas les choses, il regarde et décrit): il a disparu ! Autre gros troll de langage soc-lib: ” Quand on vit au dessus de ses moyens on ne peut envisager l'avenir sereinement ” ou “La France est forte quand elle est profondément ancrée dans la réalité.”

Neuneu premier ministre: Quand la misère augmente, la réalité c'est quoi pour lui ? ces Caisses d'Allocation Finales qui ferment par ce qu'elles croulent sous les dossiers et qui emploient des RSA activité pour traiter les dossiers des bénéficiaires du RSA ? l'explosion des demandes aux restos du coeur? Ces gens là n'ont pas la même conception de la réalité que vous, c'est un problème sociologique et politique: l'entre-soi, les élites qui vivent entre elles ne comprennent plus rien: pour eux le peuple pue, c'est aussi simple que ça.

Exemple de ce décalage de réalité: Après 2 ans de conneries. le PS découvre que les premiers déciles peuvent rentrer dans l'impôt sur le revenu sans gagner plus. Pourtant ils avaient été prévenus que des histoires de tranches, d'inflation et autres pouvaient produire des effets de bord (sic) désastreux. Cf l'enquête du journal le Monde fin 2012. les voilà voulant corriger dans ce domaine leur propre bêtise. Mais n'existe-il pas des outils de simulation dans l'administration des impôts ?

Autre exemple de décalage de réalité : Dans cette

même émission, Marisolle Touraine annonce 50€ pour financer une mutuelle pour les retraités en souffrance. 50€ quand ils doivent payer 20 fois plus en abonnement mutuelle, **la moquerie est de taille.**

Il faut noter par contre elle a annoncé un truc bien: Une expérimentation. Pour éviter le gâchis, les médicaments qui finissent à la poubelle et donc du gaspillage et de l'argent jeté à la poubelle... On va enfin expérimenter la distribution de médicaments en fonction de l'ordonnance: Si le médecin vous prescrit 5 jours de traitement, le pharmacien vous donnera 5 jours de médicaments et pas 28 dans une boîte. Ceci n'est pas simple à mettre en place, mais c'est essentiel et une mesure d'économie intelligente. On se demande comment cela n'a pas encore été fait en France, pays où tant de génies glosent dans les médias...

politeeks.info

II) Fillon sur Hollande : «C'est pire que ce que j'avais imaginé»

AFP



L'ancien Premier ministre UMP François Fillon à Bordeaux le 6 mars 2014 (Photo Nicolas Tucac/AFP)

L'ex-Premier ministre a vu dans l'intervention du chef de l'Etat «beaucoup de bluff et beaucoup d'illusions».

François Fillon, ancien Premier ministre UMP, a affirmé que la politique du gouvernement était «pire» que ce qu'il avait «imaginé», mercredi sur RMC/BFM TV. En regardant François Hollande, mardi lors de son interview, «j'avais l'impression

qu'il n'était toujours pas devenu le chef de l'Etat», a affirmé Fillon. «S'il ne change pas de politique, oui», il échouera, a-t-il dit, rappelant que pendant la campagne de 2012, il avait «mis en garde les Français contre le choix de François Hollande [...] C'est pire que ce que j'avais imaginé».

Selon l'ancien Premier ministre, le président Hollande «a fait appel à beaucoup de bluff et beaucoup d'illusions» et dit «pas mal de petits mensonges, sur la croissance» notamment pendant le quinquennat précédent. «On n'est pas dans une crise passagère, on est dans une phase de déclin de l'économie française [...] Il faut un choc maintenant», a-t-il dit, en citant le retour sur le temps de travail, la possibilité pour les entreprises de négocier le temps de travail, la réduction des effectifs de la fonction publique, la baisse des charges sociales...

François Fillon a également estimé que le plan d'économies du gouvernement de 50 milliards d'euros, «c'est à peu près la moitié de ce qu'il faut faire, compte tenu des dépenses supplémentaires». «Je défends l'idée qu'il faut faire 20 milliards d'économies tous les ans pendant 5 ans, ce qui correspond à une baisse de la dépense publique de 8 à 9%. Ensuite, il faut stabiliser la situation.»

L'ex-Premier ministre a également affirmé qu'avec «la mesure sur la disparition des départements, on [était] dans le désordre le plus total. Moi, je suis pour. On avait d'ailleurs voté un texte» qui faisait «fusionner les départements et les régions. Ce texte, il a été abrogé en juillet 2012», a-t-il regretté. Selon lui, «l'objectif» du gouvernement est de «ne pas parler du reste – chômage et économie – et surtout, le plus important, ça permet de repousser d'un an les élections régionales». Mardi, le chef de l'Etat a envisagé le report des élections régionales et cantonales à 2016.

«Inscrivons dans la Constitution la durée des mandats : quel est ce pays démocratique, dans le monde, qui se permet d'allonger la durée des mandats de ses élus ? Ca n'existe nulle part ailleurs !», s'est exclamé le député de Paris.

AFP

liberation.fr

III) Hollande à contresens : le "retournement" économique arrive... mais sous la forme du retour de la crise

Le risque d'un retournement conjoncturel dans la mauvaise direction est désormais supérieur à celui d'une reprise franche, contrairement à ce qu'affirme le président de la République qui a déclaré : "le redressement n'est pas terminé, mais le retournement économique arrive".



La France est à la traîne de la reprise européenne. Crédit Reuters



Serge Federbusch

Serge Federbusch est président du Parti des Libertés, élu conseiller du 10^{ème} arrondissement de Paris en 2008 et fondateur de Delanopolis, premier site indépendant d'informations en ligne sur l'actualité politique parisienne.

Il est l'auteur du livre L'Enfumeur, (Ixelles Editions), 2013.

1 - Coué secoué

Double langage pour double mensonge ... Dans son laborieux plaidoyer pro domo chez Bourdin, Mou-Président a de nouveau utilisé ses deux registres d'enfumage favoris : **"J'ai eu à traiter la plus grave crise de l'Europe. Il a fallu redresser la situation, ça ne s'est pas fait en un jour."**

Première esbroufe : s'attribuer ce que d'autres ont accompli, à savoir affronter "la plus grave crise". Celle-ci remonte en réalité à 2008, à un moment où il n'était pas président. Depuis qu'il est à l'Élysée, en revanche, la situation des autres pays européens a eu tendance à s'améliorer davantage que celle de la France, considérant

notamment la gravité des problèmes auxquels sont confrontés l'Italie, le Portugal, la Grèce ou l'Espagne. Ce décrochage relatif vient d'être confirmé par l'enquête "Markit" : l'Allemagne mène la reprise qui gagne également un peu en vigueur en Italie et en Espagne alors que la France reste à la traîne, enregistrant en avril une croissance quasiment nulle.

Tout cela rappelle furieusement le François Hollande de la campagne présidentielle qui tirait indûment la couverture à lui et n'hésitait pas à faire croire qu'il avait géré la France de 1997 à 2002, mano in la mano avec Jospin, alors que, de la rue de Solferino, il ne décidait rien.

Seconde esbroufe, beaucoup plus grave : laisser entendre que la situation est durablement redressée. C'est le fameux "retournement" qui serait en cours avec l'espoir d'un regain poussif de croissance cette année et d'une reprise un peu plus marquée l'an prochain. En réalité, ce que nous ressentons aujourd'hui est l'effet différé et atténué de la reprise aux États-Unis, du rebond d'activité au Japon ou en Angleterre et de la bonne tenue des exportations allemandes qui ont stabilisé un temps la conjoncture mondiale et donné une bouffée d'oxygène au vieux continent même si les pays du Sud de l'Europe se traînent encore.

Cette amélioration est globalement due à la politique de soutien monétaire de la Fed, de la banque du Japon, de celle de Chine et de celle d'Angleterre, tacitement d'accord pour recourir à la création monétaire. C'est principalement par effet d'entraînement sur les exportations allemandes que l'Europe continentale a pu bénéficier de cet "assouplissement quantitatif".

Hélas, la création monétaire n'offre qu'un répit temporaire. A moyen terme, elle est inefficace économiquement, injuste socialement et anti-démocratique. En effet, au nom de quoi les agents économiques américains, japonais ou anglais bénéficieraient-ils davantage de ce privilège que les Zimbabwéens, les Colombiens ou les Pakistanais, pour ne pas parler des Français ?

Certes, les effets de la relance monétaire dans les pays qui peuvent la pratiquer se répandent comme une pluie qui lentement fertilise le sol d'autres contrées. Mais ces précipitations sont très inégalement réparties. Elles aident artificiellement des secteurs et activités économiques qui, dans d'autres pays, auraient pu démontrer une

productivité bien supérieure. Elles perpétuent les rentes et les inégalités au détriment de l'innovation et de la croissance durable. Les Etats qui ne peuvent ou ne veulent s'y adonner n'en ont que de faibles retombées.

Voilà pourquoi, bien que les Etats-Unis d'Obama, l'Angleterre de Cameron ou le Japon d'Abe aillent un peu mieux que l'Euroland, la reprise n'y est que poussive et pourquoi elle est peu sensible en Europe du Sud.

Les acteurs économiques et la finance "ennemie" le ressentent du reste confusément en cherchant refuge dans les monnaies moins manipulées, comme l'euro. Le drame est que cette ré-allocation des actifs pousse la devise européenne vers des sommets où s'asphyxient les entreprises françaises. En contrepartie certes, les taux d'intérêt dans l'Euroland baissent, ce que François Hollande a le toupet de présenter comme un effet de la "finance contrôlée" ! Mais ce reflux est dû à de mauvaises raisons. De plus, s'il prenait à la Banque centrale européenne l'envie de se lancer elle aussi dans un programme de rachat massif d'obligations d'Etat en faillite virtuelle, les prêteurs iraient immédiatement placer leur argent sous d'autres cieus. Il restera toujours des moyens de mieux protéger ses actifs qu'entre les mains de faux-monnayeurs. C'est cela aussi la mondialisation. Il faudrait donc faire face à une remontée des taux dont les effets récessifs seraient au moins aussi rapides que la rémission temporaire des dettes publiques ou la baisse de l'euro. A trop tarder et agir sans coordination, les effets de ce keynésiano-monétarisme abâtardi seraient de toute façon insuffisants.

Au point de dégradation où nous sommes, accentuée en France par la gestion à la petite semaine de notre président, le risque d'un retournement conjoncturel dans la mauvaise direction est désormais supérieur à celui d'une reprise franche. Wall Street atteint des sommets périlleux et injustifiés. Les prévisions de la Commission européenne qui ont douché le benioiisme de notre gouvernement sont elles-mêmes optimistes.

Et ce sans parler de la possible dégradation de la situation internationale dès lors qu'Obama, qui n'a plus à se soucier de sa réélection et en a sans doute assez d'être accusé de faiblesse et Poutine, qui n'a jamais eu à se préoccuper vraiment d'un électorat, peuvent être tentés de se lancer dans un combat de coqs ukrainiens.

Dans ces conditions, la méthode Coué de notre Normale Béatitude a tout d'une nouvelle piqûre morphinique. Les doses augmentent dangereusement. Le peuple, sensible aux acouphènes du mensonge plus qu'aux subtilités de la macro économie, ne s'y trompe pas en créditant son président d'une popularité jusqu'alors seulement connue de quelques monstres des abysses.

2 - Évite le vote

Mou-Président va tenter d'éviter une nouvelle rouste électorale en 2015. Les élections régionales menacent en effet de laisser sur le carreau des milliers d'employés du système socialiste. Après les mairies, cela entraînerait une irrépressible révolte des apparatchiks au chômage contre leur chef suprême qui ne s'en relèverait pas. Hollande va donc essayer de reporter d'un an ces élections en croisant à nouveau les doigts pour que la reprise évoquée plus haut se concrétise.

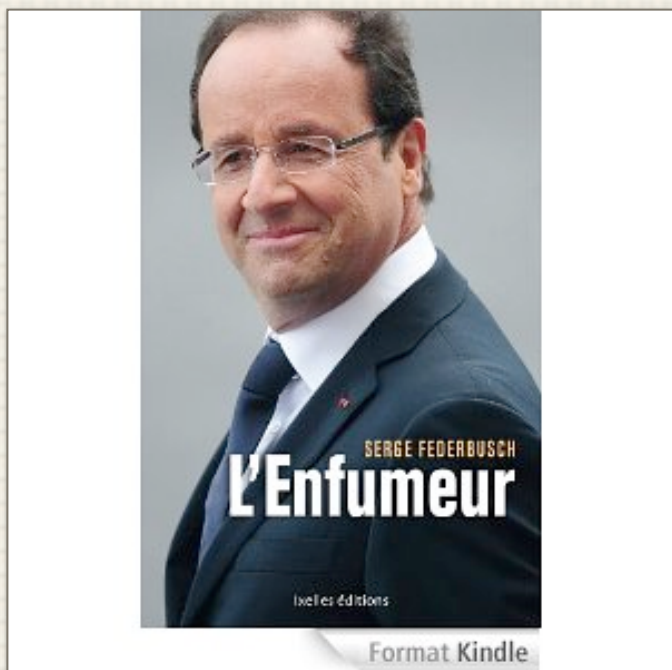
Le prétexte à ce report sera la réforme de la carte territoriale. Les régions devaient être fusionnées en 2017 mais le mouvement est soudain précipité d'un an. Ne reste plus qu'à convaincre le Conseil constitutionnel et le Parlement d'avaliser l'entourloupe. Ce qui était le plus étonnant dans l'exercice du pouvoir par Hollande, ce n'était pas son incapacité en matière économique, tout à fait prévisible, mais son inhabilité à la manipulation politique. On dirait bien, qu'au moins sur ce deuxième point, il tente de se ressaisir.

3 - Dufflot vous met la tête sous l'eau

Un ami bien avisé m'a envoyé copie d'un article du "Courrier de l'Ouest" en date du 2 mai 2014 faisant état d'une déclaration du juge du tribunal de commerce d'Angers : "La Samic (entreprise en liquidation de 154 personne à Gesté (49)) est victime de la crise du bâtiment et malheureusement, il y en aura d'autres. C'est un secteur en difficulté en raison notamment des récentes dispositions, dont la loi Alur, qui font fuir les investisseurs à force de réglementations contraignantes".

En résumé, l'entreprise Samic boit la tasse grâce à Dufflot ... Rassurez -la, elle n'est pas la seule.

A lire de l'auteur de cet article : "L'enfumeur", de Serge Federbusch, (Ixelles éditions), 2013. Pour acheter ce livre, cliquez [ici](#).



atlantico.fr

IV) Le rachat d'Alstom par General Electric remettrait-il en cause la sécurité nationale ?



C'est ce qu'affirme un spécialiste du renseignement en arguant que le groupe français fournit notamment les turbines des sous-marins nucléaires de la dissuasion.



Le porte-avion Charles de Gaulle en rade de Toulon lors de sa mise en service (Challenges)

L'éventuel rachat de la branche énergie d'Alstom par l'américain General Electric pose le problème de la sécurité et de l'indépendance nationale, le groupe français fournissant notamment les turbines des sous-marins nucléaires de la dissuasion, estime un spécialiste du renseignement.

Dans une note publiée prochainement sur le site du Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R), son directeur Eric Denécé relève que les centrales nucléaires françaises, le porte-avions Charles de Gaulle et surtout les quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), "fondement de notre dissuasion nucléaire et donc de notre indépendance nationale", sont équipés de turbines Alstom, produites par la branche énergie du groupe.

Les turbines, ajoute-t-il, "sont un élément essentiel de ces systèmes, puisqu'elles fournissent l'alimentation électrique à la propulsion et aux systèmes auxiliaires". Sur les sous-marins, elles entraînent les hélices, leur puissance mécanique conférant ainsi la vitesse nécessaire au bâtiment.

Dépendants des Etats-Unis

Pour cet expert, le rachat de la branche énergie d'Alstom conduirait "à l'abandon total d'une expertise capitale dont la France a par ailleurs payé le développement depuis de longues années, jusqu'à devenir l'un des leaders mondiaux du domaine". Surtout, assure Eric Denécé, cela reviendrait "à laisser partir entre des mains étrangères la capacité à concevoir, développer et produire nous mêmes ces pièces mécaniques essentielles, et donc à devenir dépendants des Etats-Unis en la matière".

Il rappelle que General Electric (GE), via sa filiale Thermodyn dont l'usine est implantée au Creusot, fournit déjà les turbines à vapeur des six sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) de type Rubis. GE/Thermodyn a également été sélectionné en 2007 par la direction des constructions navales (DCNS) pour fournir les turboalternateurs et les turbines de propulsion de la nouvelle série de six SNA du type Barracuda de la Marine nationale dont les livraisons sont prévues entre 2016 et 2027.

Interrogée par l'AFP, la commission de la Défense de l'Assemblée nationale assure que la France, depuis la création en 2000 du groupe européen

d'aéronautique et de spatial civile et militaire EADS, "a une longue pratique de la préservation des chaînes d'approvisionnement des composants nécessaires à la dissuasion". La commission cite les missiles balistiques M51, embarqués sur les SNLE français, qui sont développés par EADS Astrium Space Transportation.

"La France sait s'organiser juridiquement, financièrement et en termes de sécurité, insiste-t-on à la commission, de façon à ce que, indépendamment de la constitution de l'actionnariat, il y ait des parties d'activité qui restent françaises à cent pour cent".

challenges.fr

(Avec AFP)

V) Traité transatlantique : le double discours du FN



Alexandre Coste
Journaliste à Marianne chargé de l'animation de la communauté des Mariannautes

marianne.net

Sur les plateaux télévisés, Marine Le Pen clame haut et fort son opposition au monde de la finance pour séduire l'électorat sans cesse grandissant des « antisystèmes ». En coulisse, le Front national fait parfois preuve de bien moins de courage et



ANTONIOLANTOINE/SIPA

«Si cette négociation, menée en catimini, aboutit, ce serait une catastrophe pour notre économie,

pour notre démocratie et la liberté de nous nourrir comme nous le souhaitons ». Le 23 avril dernier, Marine Le Pen lançait un « appel solennel » dans une vidéo postée sur YouTube contre le traité transatlantique. Et de fustiger au passage la « classe UMPS », responsable d'avoir caché à la population l'enjeu de ces négociations. Pourtant, dès lors qu'il s'agit de s'opposer concrètement à ce traité, le Front National se montre bien moins courageux.

Le Conseil Régional de Picardie, sous l'impulsion de l'élu écologiste François Veillerette, vice-président Environnement-Santé-Alimentation et candidat aux européennes, a adopté une motion le 18 avril déclarant que la Région s'opposait au traité transatlantique. Si certains (comme les radicaux de gauche) se sont abstenus, le FN, lui, a voté contre ! C'est d'ailleurs le seul parti à s'y être opposé. Voilà qui tranche franchement avec le discours officiel. Contacté par Marianne, Wallerand de Saint-Just, conseiller régional membre du groupe Front national, justifie « un vote très étudié et symbolique » : « Il est insupportable que cette motion ait été présentée par les Verts et le Parti socialiste, surtout le Parti socialiste d'ailleurs. » L'avocat de Jean-Marie Le Pen souligne le « double langage » du PS qui prétend faire de la finance un adversaire quand, en réalité, il lui déroule le tapis rouge : « Ils n'ont aucun respect de leurs engagements et de leurs convictions. »

<http://www.scribd.com/doc/222634654/Motion-Tafta-2>

Double discours FN contre double discours PS

Certes, les socialistes ne font pas preuve d'une grande cohérence (c'est peu dire) sur ce sujet : François Hollande voulant accélérer les négociations, une partie des élus locaux s'y opposant. Mais tout de même : choisir de dénoncer le double discours du PS en tenant soi-même un double discours, c'est à ne plus rien y comprendre... D'autant qu'il n'y a pas qu'en Picardie que le FN a opté pour un tel positionnement. Au mois de février, le même genre de texte avait déjà été présenté à la Région Paca et, encore une fois, le groupe Front national avait voté contre.

En réalité, le parti de Marine Le Pen est-il aussi clair sur la question du traité transatlantique qu'il

veut bien le laisser croire ? Il est permis d'en douter, surtout lorsque l'on se penche sur le vote du Front national en 2008 sur le Conseil économique transatlantique, l'embryon de ce qui deviendra par la suite le traité transatlantique. Il faut pour cela se plonger dans deux documents.

Le premier document présente les amendements soumis au vote sur ce texte : l'amendement n°1 concerne le « calendrier » et l'amendement n°3 affirme que « le concept de marché transatlantique consistant à recourir à la coopération dans le domaine réglementaire afin d'obtenir la suppression progressive des barrières non tarifaires pourrait jouer un rôle majeur dans le maintien de la dynamique qui sous-tend la croissance économique mondiale ».

Le second document (lire pages 15 et 17) présente, lui, le vote de chaque député. Pour le comprendre, il faut avoir en tête qu'un « + » signifie un vote « pour », un « - » un vote « contre » et un « 0 » une « abstention ».

<http://www.scribd.com/doc/222633777/Votes-Nominaux-1-2>

LAPRESSEENREVUE.EU

On peut donc voir que Marine Le Pen a voté pour le premier amendement demandant donc un « calendrier » permettant de « concrétiser l'engagement à long terme de réaliser le marché transatlantique ». En revanche, elle s'est abstenue sur le troisième amendement, ce qui signifie tout de même qu'elle n'a pas voté contre l'idée que le « marché transatlantique » en s'appuyant sur « la suppression progressive des barrières non tarifaires » contribuerait à « la croissance économique mondiale »... Bruno Gollnisch, quant à lui, a voté pour le premier et le troisième amendement. Ce dernier s'était défendu en 2012 sur son blog afin de « tordre » le coup à « une rumeur persistante » : « L'un des votes incriminés porte non pas sur l'ensemble d'un texte (RC6-0209/2008) mais sur un amendement, dont le rôle, comme chacun sait ou devrait savoir, est de modifier le texte initial. » Le Front national qui vote pour des amendements pourtant clairement en faveur du traité afin, nous explique-t-on, de mieux s'opposer au fameux traité, c'est encore une fois très surprenant. Attention car à trop multiplier les jeux de jambes, on finit par ne plus savoir sur quel pied danser...

A Suivre...
La Presse en Revue